Introduction

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Preface**

Zeitschrift: **Revue économique franco-suisse**

Band (Jahr): **68 (1988)**

Heft 4

PDF erstellt am: **27.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Situation des entreprises suisses établies en France

Introduction

DANS CE NUMÉRO DE FIN D'ANNÉE LA CHAMBRE PUBLIE TRADITIONNELLEMENT UNE ENQUÊTE SUR LA SITUATION DES ENTREPRISES SUISSES EN FRANCE.
CETTE ANNÉE, EXCEPTIONNELLEMENT, L'ÉTUDE DE SYNTHÈSE A ÉTÉ REMPLACÉE PAR UNE VINGTAINE DE CONTRIBUTIONS DUES AUX PRINCIPAUX RESPONSABLES DES INDUSTRIES SUISSES EN FRANCE QUE NOUS REMERCIONS ICI.

Par cette série d'articles nous n'avons pas la prétention d'expliquer le développement global de toute l'industrie helvétique en France, mais plutôt d'offrir une série de points de vue personnels et partiels mais qui, pris ensembles, devraient nous permettre d'avoir un sentiment un peu exact de la réalité.

Pour bien comprendre l'évolution de ces sociétés, rappelons en quelques mots quel a été l'environnement économique des maisons mères en Suisse et des filiales en France.

En Suisse, la croissance du PIB réel s'est un peu accélérée en 1988, où la phase d'expansion est entrée dans sa sixième année, tandis que la progression de la demande intérieure totale marquait un léger fléchissement. Les exportations de biens et services se sont nettement redressées sous l'effet de la forte croissance des marchés et de la baisse des prix relatifs des exportations. Les importations se sont encore accélérées, mais dans une moindre mesure que les exportations. La production a, une fois encore, progressé plus vite que le potentiel de production, de sorte que le taux d'utilisation des capacités a augmenté dans l'industrie. Le taux de chômage est resté faible à 0,7 %. L'inflation s'est un peu accélérée avec le raffermissement des prix des importations, et la hausse des prix à la consommation a dépassé 2 % sur douze mois. Le solde de la balance des opérations courantes s'est réduit en francs suisses comme en dollars, et pourrait avoir été ramené de 4 % du PIB en 1987 à 3,5 % en 1988.

L'économie française connaît depuis le printemps 1987 un rythme de croissance plus rapide. Le dynamisme de l'activité n'a pas suscité jusqu'à présent de tensions particulièrement fortes sur les marchés des produits ou sur le marché du travail. Comme dans les autres pays de l'OCDE, l'investissement productif représente la composante la plus dynamique de la demande. La progression notable de l'emploi suggère que, dorénavant, une part croissante de la formation du capital prend la forme d'investissements de capacité plutôt que de rationalisation destinée à réduire les coûts. L'évolution du taux de marge, qui retrouve le haut niveau atteint au début des années 70, permet aux entreprises de financer cette expansion largement sur leurs ressources propres, si bien que l'investissement ne semble pas freiné par le niveau élevé des taux d'intérêts réels. Les taux d'utilisation ont augmenté notablement, mais le renforcement des capacités de production devrait permettre de répondre à l'accroissement attendu de la demande sans entraîner la formation de goulets d'étranglement susceptibles de raviver les tensions inflationnistes. Malgré un certain ralentissement, l'expansion semble devoir se poursuivre à un rythme relativement soutenu en 1989 mais, en dépit de la progression de l'emploi, le taux de chômage pourrait continuer de s'accroître légèrement, l'amélioration de la situation sur le marché du travail attirant des entrées plus nombreuses dans la population active.

Sur le plan extérieur, on a pu observer un certain nombre d'évolutions divergentes. Au premier semestre de 1988, une légère amélioration du solde des échanges de marchandises et de la balance des invisibles a permis une réduction du déficit de la balance courante. En revanche, pour le troisième trimestre, les statistiques douanières font apparaître une détérioration des échanges de marchandises. Le solde des échanges des produits manufacturés a continué de se dégrader, le poste des biens d'équipements (équipements militaires compris), qui avait affiché un excédent de 23 milliards de francs (caf-fab) en 1987, étant revenu pratiquement à un niveau d'équilibre durant les huit premiers mois de cette année. Au premier semestre, l'évolution défavorable des échanges de produits manufacturés a été compensée par une progression soutenue des exportations agro-alimentaires et par une baisse du prix des importations de pétrole. ■